

jacqueshenry

Nestlé et la privatisation de l'eau : un problème mondial

Publié le [2 janvier 2020](#)

Le 14 Novembre 2019 le groupe canadien Wellington Water Watchers a organisé une conférence intitulée « All Eyes on Nestlé » dans la ville de Guelph, Ontario, réunissant des peuples autochtones et des mouvements de citoyens luttant contre les prélèvements d'eau de Nestlé au Canada, aux Etats-Unis, en France et au Brésil. À la suite de cet évènement public, les représentants des organisations concernées se sont réunis pour un atelier d'échange d'informations et de discussions sur d'éventuelles stratégies communes de résistance à cette entreprise géante d'accaparement de l'eau. À partir des expériences et des histoires partagées par des groupes aussi différents que le *Collectif Eau-88* de la ville de Vittel en France, *Save Our Water d'Elora* au Canada ou encore les *Michigan Citizens for Water Conservation* des Etats-Unis, il est devenu clair qu'il y a un point commun dans tous ces endroits où Nestlé prélève de l'eau pour ses installations d'embouteillage, contrairement à l'affirmation de Nestlé que s'il y a des problèmes il s'agit toujours de problèmes localisés. Dans la réalité le schéma commun mis en place par Nestlé montre par exemple que les quantités d'eau prélevées – pour lesquelles Nestlé ne paie presque rien – font généralement baisser le niveau des eaux souterraines, affectent les écosystèmes et mettent en danger l'approvisionnement en eau des citoyens locaux.



WATER FOR LIFE NOT PROFIT

ALL EYES ON NESTLÉ

Nestlé Waters CANADA
BOTTLING PLANT & HEAD OFFICE

Learn about the impact of Nestlé water bottling in communities around the world. Water is a human right and a public trust and should never be under the control of private corporations like Nestlé. Learn more about how to take action to protect water and **Say No To Nestlé water bottling in Ontario.**

Guelph • Thursday, November 14
7pm – 9pm (Doors open at 6:30 pm)

SPEAKERS

- Dawn Martin-Hill - Six Nations
- Bernhard and Renée-Lise Schmitt - Collectif Eau 88
- Franklin Frederick - Brazil/Switzerland
- Peggy Case - Michigan Citizens for Water Conservation
- Miranda Fox - Story of Stuff
- Merrilee Jipson - Santa Fe River Inc.
- Gina Luster - Flint Rising
- Nickie Sekera - Community Water Justice

WHERE: Trinity United Church
400 Stevenson St N, Guelph

FOR MORE INFO: Email us at wellingtonwaterwatchers@gmail.com

wellingtonWaterwatchers.ca

GWCSJ

THE COUNCIL OF GUELPH AND DISTRICTS OF GUELPH
LE CONSEIL DES GUELPH ET DISTRICTS DE GUELPH
GUELPH CHAPTER

À Vittel, par exemple, Nestlé et la communauté urbaine prélèvent l'eau dans le même aquifère et les institutions publiques françaises ont reconnu que cette situation mettait en danger cet aquifère car les prélèvements d'eau étaient plus importants que les eaux nécessaires à sa reconstitution naturelle. La solution proposée par les autorités françaises ? Construire une canalisation d'environ 14 kilomètres pour acheminer l'eau d'un autre endroit pour les habitants de la ville de Vittel afin que Nestlé puisse continuer son activité de pompage des eaux souterraines de Vittel sans perturber l'alimentation en eau de la ville de 5200 habitants. Grâce à la résistance du Collectif Eau 88, le projet d'aqueduc a été abandonné et une autre solution doit donc être trouvée pour protéger l'aquifère. Sans l'intervention de ce mouvement citoyen le projet de canalisation aurait été approuvé et financé avec l'argent des contribuables.

Dans le Comté de Wellington au nord-ouest de Toronto, Nestlé Waters Canada a obtenu le permis d'extraire 4,7 millions de litres d'eau par jour dans des puits situés à Hillsburg et Aberfoyle et selon Mike Balkwill de Wellington Water Watchers « la

société a demandé le renouvellement de ses permis, tandis qu'elle extrait l'eau sans le consentement des « Six Nations » (voir note en fin de billet) sur le territoire duquel elle opère et malgré l'opposition de plusieurs organisations autochtones ». Et encore une fois grâce à la résistance des Six Nations et d'autres mouvements de citoyens, le moratoire sur les permis de prélèvement d'eau qui devait se terminer le premier Janvier 2020 a été récemment prolongé que jusqu'en octobre 2020. La situation est la même en Floride où, bien que la régie locale de l'eau considère que le système d'alimentation en eau se remet à peine de sa surexploitation, Nestlé souhaite toujours pomper l'eau de Ginnie Springs. Le schéma commun qui se dégage de ces cas et de bien d'autres comme dans l'Etat du Michigan ou dans la petite ville de Sao Lourenço au Brésil, montre également que ce sont toujours les groupes locaux qui défendent l'eau et non les autorités de l'eau ou de l'environnement dépendant de l'État. Au contraire, autre schéma qui se répète dans la plupart des cas, les gouvernements se rangent très souvent du côté de la société Nestlé contre les citoyens.

Pire encore, dans de nombreux endroits Nestlé « fusionne » avec les autorités locales comme dans le Maine (USA) où un directeur de Nestlé faisait partie du conseil d'administration de l'agence de protection de l'eau et de l'environnement de l'État ou à la ville de Vittel où la maire adjointe et conseillère départementale a été poursuivie pour conflit d'intérêt concernant le projet de canalisation. Madame Claudie Pruvost était l'épouse d'un cadre de Nestlé à Vittel, présidente d'une association qui avait été choisie pour soutenir le projet de développement et de gestion de l'eau à la commission local de l'eau que Madame Pruvost présidait. Son procès a été retardé car l'affaire a dû être transférée du tribunal d'Epinal, le plus proche de Vittel, à la ville de Nancy, car la vice-présidente du tribunal d'Epinal est l'épouse du directeur de Nestlé Waters à Vittel !

La stratégie de Nestlé est d'établir des alliances ou des partenariats avec les gouvernements pour se protéger et protéger ses opérations locales d'embouteillage, en particulier dans son pays d'origine, la Suisse, où son image doit être mieux protégée. Récemment l'ancien directeur des affaires publiques de Nestlé, Christian Frutiger, a été nommé vice-directeur de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse (DDC) qui est responsable des programmes d'aide au développement où il occupera le poste de responsable du programme Global Water du DDC !

Les dommages écologiques causés par les prises d'eau et les installations d'embouteillage de Nestlé ne sont pas non plus limitées localement. Les bouteilles en PET (poly-éthylène-téréphtalate) sont l'une des principales sources de déchets plastiques dans le monde. Un seul exemple pour donner une idée de l'ampleur de la contribution de Nestlé à ce problème : selon le Wellington Water Watchers, si le gouvernement approuve les permis de Nestlé pour prélever l'eau dans le comté de Wellington destinée à l'embouteillage, l'entreprise produira plus de 3 milliards de

bouteilles de 500 ml par an, qui, mises bout à bout, feraient 16 fois le tour de la Terre ! Et cette quantité de plastique ne provient que deux sites du comté de Wellington. Nestlé possède des dizaines de telles installations d'embouteillage dans le monde entier, utilisant d'énormes quantités de combustibles fossiles pour produire des dizaines de milliards de bouteilles en PET chaque année. Si on ajoute à cela le carburant consommé pour transporter toutes ces bouteilles principalement par camion on ne peut que constater l'impact significatif de Nestlé sur l'environnement.

Ces schémas sont intrinsèques aux activités d'embouteillage de Nestlé et au pouvoir économique et politique de cette multinationale géante. Le Canada, les Etats-Unis et la France comptent parmi les sociétés démocratiques les plus riches et les plus traditionnelles de la planète et pourtant les citoyens doivent se battre encore avec beaucoup d'énergie et parfois très longtemps pour atteindre un niveau minimal de protection des eaux souterraines et de surface et des écosystèmes pour préserver l'avenir de leur accès à l'eau, des situations qui devraient, dans une démocratie, être considérées comme acquises et relevant des devoirs de l'Etat. Si Nestlé réussit à avoir les gouvernements de son côté et contre les citoyens dans ces démocraties traditionnelles que sont le Canada, les Etats-Unis et la France, qu'arrive-t-il aux communautés confrontées à l'eau de Nestlé qui s'accapare l'eau dans des sociétés beaucoup moins démocratiques et beaucoup plus vulnérables en Afrique, en Amérique latine ou en Asie ?

Comme l'expliquent dans leur ouvrage classique « Monopoly Capital » Paul A. Baran et Paul M. Sweezy, à notre époque les multinationales sont devenues la principale source de pouvoir économique et politique :

» Le pouvoir politique est officiellement mis en place par les votes des citoyens et l'argent en est la vraie source : le système politique, en d'autres termes, est de forme démocratique et son contenu est ploutocratique (...) Il suffit de dire que toutes les activités et fonctions publiques qui peuvent être considérées comme constituant les caractéristiques essentielles du système politique – endoctriner par la propagande le public électoral, organiser et maintenir des partis politiques, mener des campagnes électorales – ne peut être réalisé qu'au moyen d'argent, de beaucoup d'argent. Et comme dans le capitalisme monopolistique les grandes sociétés sont la source d'énormes capitaux, elles sont également la principale source de pouvoir politique« .

Dans la réalité, certaines sociétés transnationales réalisent des bénéfices supérieurs au PNB de la grande majorité des pays du monde. Un exemple peut donner une meilleure vision du pouvoir économique et politique de ces sociétés par rapport à d'autres institutions nationales ou internationales. En 2017 Nestlé a dépensé 7,2 milliards de dollars américains uniquement pour des efforts de publicité à l'échelle mondiale. Le budget de l'organisation mondiale de la santé (OMS ou WHO) pour l'exercice 2016-2017 était de 4,38 milliards de dollars. Il est également important de

comprendre que la société transnationale moderne est également le digne successeur « naturel » des anciennes puissances coloniales, à la différence que, alors que les anciennes puissances coloniales se concentraient sur l'exploitation des pays du sud, leurs héritiers contemporains, les grandes compagnies transnationales, sont capables d'exploiter aussi les pays du nord lorsque les ressources dont ils ont besoin s'y trouvent comme Paul Sweezy l'a expliqué dans cette citation de « Modern Capitalism and Other Essays » :

« (...) Il n'y a aucune raison de supposer qu'une entreprise exempterait volontiers les marchés et les sources d'approvisionnement étrangers de son horizon de planification simplement parce qu'ils se trouvent à l'extérieur d'un ensemble particulier de frontières nationales » .

Dans les faits, les communautés du Canada, de la France et des Etats-Unis qui tentent de protéger leurs ressources en eau de Nestlé mènent les mêmes batailles que les communautés du sud du monde ont toujours dû mener pour protéger leurs propres ressources de l'accaparement colonial. Les anciennes puissances coloniales ont utilisé des oligarchies locales soumises à leurs opinions politiques et économiques en tant que dirigeants de leurs colonies qui sont devenues le « modèle de gouvernance » dans la plupart des pays du Sud. Avec le néolibéralisme ce modèle a été exporté vers le Nord du monde où les grandes sociétés transnationales prennent progressivement le pas sur l'espace démocratique et le pouvoir politique, transformant de nombreux endroits du Nord en images miroir des communautés colonisées du Sud du monde. Sous cette nouvelle puissance coloniale les gouvernements des pays du sud comme du nord deviennent des serviteurs volontaires du secteur des entreprises, s'assurant que, malgré les dommages sociaux et environnementaux, les entreprises transnationales ont accès aux ressources dont elles ont besoin.

Cet état de fait crée une ouverture nouvelle importante pour la communication, la solidarité, la compréhension et l'action commune entre les groupes de citoyens qui luttent contre la privatisation de l'eau dans le nord et le sud du monde. La lutte, au sud ou au nord, est la même : garder l'eau aux mains du public sous contrôle démocratique. Et se battre pour l'eau c'est aussi se battre pour nos démocraties en voie de disparition sous la menace du contrôle autoritaire des grandes entreprises transnationales au sud comme au nord. Une nouvelle alliance entre le sud et le nord peut favoriser l'émergence d'un puissant mouvement défiant le secteur économique de ces entreprises et de leurs serviteurs, le monde politique. Les entreprises, évidemment, riposteront et Nestlé, encore une fois, a déjà acquis une longue expérience fructueuse durant son passé de lutte contre la société civile.

Dans les années 1970, un boycott international a été organisé contre Nestlé en raison de sa promotion de l'alimentation pour bébés au biberon décourageant l'alimentation maternelle au sein, ce qui a provoqué des maladies et de nombreux

décès d'enfants dans les pays pauvres du sud. Cette campagne, connue sous le nom « Nestlé tue les bébés » a eu un impact sans précédent sur l'entreprise et porta gravement atteinte à son image. Pour contrer cette campagne Nestlé engagea Raphael Pagan, un officier du renseignement du Département américain de la défense. Pagan avait conseillé les Présidents américains Nixon et Reagan sur les politiques à conduire avec les pays du tiers-monde, ce qui signifie comment combattre les mouvements de libération de ces pays du tiers-monde. En fait, Nixon fut le président américain qui apporta son soutien au général Pinochet lors de son coup d'Etat contre le président élu Salvador Allende au Chili, précipitant ce pays dans une dictature militaire meurtrière qui dura des années. Pagan, reçut un « Life Achievement Award » du président Reagan, le président qui faisait la guerre au gouvernement nicaraguayen sandiniste, tuant et terrorisant des dizaines de milliers de personnes en Amérique centrale. Raphael Pagan a été très efficace dans la lutte contre le boycott international contre Nestlé, essentiellement en concevant une stratégie consistant à diviser les groupes de la société civile qui organisaient la campagne de boycott. Ce partenariat avec le renseignement militaire américain pour lutter contre les organisations de la société civile a remporté un tel succès que Nestlé a par la suite approfondi cette collaboration.

En 2002 Nestlé a embauché John Hedley, un ancien agent du MI6, le renseignement militaire britannique, en tant que chef de la sécurité du groupe. Hedley était, entre autres fonctions, responsable de l'organisation d'une opération dont le but était d'espionner des groupes de la société civile critiques pour Nestlé en Suisse, principalement le groupe ATTAC (voir note en fin de billet). Lorsque cette opération a été dévoilée par un journaliste d'investigation suisse qui l'a dénoncée à la télévision suisse, Nestlé a dû faire face à un procès et a été condamné par la justice suisse. Puis Nestlé a développé ce qui est connu sous le nom de « War room », un centre de communication de haute technologie qui suit en temps réel toute mention faite à Nestlé dans les médias sociaux, afin que l'entreprise puisse réagir rapidement à toute « menace » posée par des personnes physiques.

En 2011, Nestlé a organisé sa conférence annuelle « *Créer des Valeurs Partagées* » à Washington en partenariat avec le Conseil de l'Atlantique (Atlantic Council), une organisation basée aux États-Unis qui rassemble les grandes entreprises, les politiciens et l'armée. Le Conseil de l'Atlantique (ou Conseil Atlantique) est membre de l'OTAN sinon une émanation de cette organisation. La principale table ronde de cette conférence fut organisée par le Président (CEO) de Nestlé Peter Brabeck et le Président du Conseil Atlantique Frederik Kempe. Elle avait pour intitulé : « *Création de valeur partagée en Amérique latine, opportunités, obstacles et orientations futures en matière de nutrition, d'eau et de développement rural* » .

On peut supposer que ce que ce panel a appelé « obstacles » était – et est toujours – les mouvements de la société civile essayant de garder leurs ressources naturelles, y compris l'eau, entre les mains du public. Lorsqu'elles sont confrontées

à ce type de résistance de la société civile des entreprises transnationales comme Nestlé peuvent trouver utile d'avoir l'OTAN à leurs côtés pour aider à « convaincre » les gouvernements rebelles de céder leurs ressources naturelles au profil (et aux profits) du secteur correspondant de ces entreprises mais certainement pas pour le développement de leur pays. Dans ce cadre Nestlé maintient un programme d'embauche d'anciens militaires américains (lien). C'est peut-être juste pour garder des liens étroits avec l'armée américaine car, selon les informations disponibles, Nestlé n'embauche pas d'anciens militaires suisses ou français.

Tous ces exemples sont suffisants pour démontrer que Nestlé a une position de leader mondial pour imposer son contrôle sur les institutions démocratiques de divers pays afin d'avoir accès aux ressources naturelles comme l'eau. Ces exemples montrent également que Nestlé est très en avance dans le développement de stratégies et de partenariats dans le but de contrer la résistance de la société civile. Seuls et unis, du nord au sud, nous pouvons espérer protéger nos ressources en eau de l'accaparement par ces entreprises géantes et protéger nos démocraties du contrôle de ces entreprises, il n'y a pas d'autre moyen.

Traduction d'un article de Franklin Frederick paru sur le site Global Research en 2019.

Lien : <https://www.nestleusacareers.com/military/>

Notes. Six Nations regroupe six populations autochtones canadiennes, voir https://en.wikipedia.org/wiki/Six_Nations_of_the_Grand_River. Par extension « Six Nations » regroupe les actions de toutes les populations autochtones canadiennes .

ATTAC : <https://fr.wikipedia.org>

/wiki/Association_pour_la_taxation_des_transactions_financières_et_pour_l%27action_citoyenn

SHARE THIS:



2 blogueurs aiment ceci.

SUR LE MÊME THÈME

[Du rififi dans le pays de Nestlé : les yaourts "bio" ça ne sert à rien !](#)

Dans "alimentation"

[L'éducation nationale française en pleine déconfiture : ce n'est pas une exception française !](#)

Dans "éducation"

[Brève. Si c'était la NRC qui décidait pour l'ASN elle dirait que les réacteurs de Fessenheim sont bons pour le service jusqu'en 2059 !](#)

Dans "actualité"

Ce contenu a été publié dans [économie](#) par [jacqueshenry](#), et marqué avec [Canada](#), [France](#), [Nestlé](#), [privatisation de l'eau](#), [USA](#), [Vittel](#). Mettez-le en favori avec son [permalien \[https://jacqueshenry.wordpress.com/2020/01/02/nestle-et-la-privatisation-de-leau-un-probleme-mondial/\]](https://jacqueshenry.wordpress.com/2020/01/02/nestle-et-la-privatisation-de-leau-un-probleme-mondial/) .



Le 2 janvier 2020 à 13 h 21 min,

Didier Fessou

a dit :

Une question, en passant : qu'est-ce qui oblige les uns et les autres à passer leur journée avec une bouteille d'eau en plastique à la main et à la têter de temps à autre ?



Le 2 janvier 2020 à 14 h 34 min,

jacqueshenry

a dit :

Je suis incapable de vous répondre : je ne bois jamais d'eau, sauf quand je conduis une voiture (de location), c'est-à-dire au mieux 3 à 5 jours par an.



Le 2 janvier 2020 à 16 h 08 min,

viothenri

a dit :

C'est dû à une allergie?



Le 2 janvier 2020 à 16 h 14 min,

jacqueshenry

a dit :

Si j'étais allergique à l'eau je serais aussi allergique au rhum agricole de Marie-Galante qui contient 41 % d'eau, or ce n'est pas le cas !



Le 2 janvier 2020 à 17 h 33 min,

MichelC

a dit :

« En fait, Nixon fut le président américain qui apporta son soutien au général Pinochet lors de son coup d'Etat contre le président élu Salvador Allende au Chili, précipitant ce pays dans une dictature militaire meurtrière qui dura des années. »

Allende n'était pas un ange, gardien peut-être de la révolution. En fait de dictature, elle était déjà bien là, mais cela ne se dit pas quand c'est de gauche. On n'insulte pas le bobo 😞



Le 3 janvier 2020 à 8 h 38 min,

guy40800

a dit :

Arrêter d'insulter les gentils révolutionnaires de gauche, Staline, Lénine, Mao, Castro, Cavez, et tous ceux qui n'ont agit que dans l'intérêt de leur peuple, contrairement aux dictateurs militaires de droite

....



Le 3 janvier 2020 à 8 h 56 min,

kelevra

a dit :

le probleme est : pourquoi boit on de l eau en bouteille? tout simplement parce que l eau du robinet fournit soit par des societes privees type veolia ou par les communes elles meme n est pas potable et inbuvable . a paris par exemple, a part quelques privileges qui beneficent dans le 17ieme de l alimentation en haut d une source profonde, le reste de la population a le droit a l eau de la seine traitée au chlore mais contenant encore en quantite antibiotique, ostroegene, autres medicaments, et produits chimiques divers. une eau juste bonne a alimenter les chiottes.



Le 5 janvier 2020 à 17 h 27 min,

Gris

a dit :

J'avais, il y a une vingtaine d'années, entendu le PDG de Nestlé (Suisse) qui avait comme vision que l'eau n'était pas une ressource naturelle mais qu'elle devait être un produit à facturer comme tout autre produit de consommation.

La vision est toujours la même chez certaines personnes, l'homme n'est pas un citoyen qui a le droit de vivre sur sa terre mais un consommateur asservi par une idéologie.